



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

LAOS



Nous Soutenons le



Get
every one
in the picture

Informations sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), avec la contribution de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Le présent article a été rédigé par Zoran Đoković, consultant pour le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2021

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil, ou pour consulter les profils publiés d'autres pays.



Table des matières

Informations sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	7
Statistiques de l'état civil	7
Causes de décès	7
Numérisation	8
Informatisation	8
Échange avec les autres secteurs et activités	11
Initiatives d'amélioration et soutien externe	11
Plan d'amélioration et budget	11
Conclusion	13
Ressources	14
Sites Web	14
Documents supplémentaires	14
Notes	15

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) de la République démocratique populaire lao.

L'information est fondée sur une revue de documents accessibles au public qui portent sur le système ESEC au Laos. Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale au sujet du pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration du système ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer le système ESEC.

Bref profil du pays

La République démocratique populaire (RPD) lao, seul pays enclavé d'Asie du Sud-Est, est située au cœur de la péninsule indochinoise. Le Laos a des frontières avec le Myanmar et la Chine au nord-ouest, le Vietnam à l'est, le Cambodge au sud-est, et la Thaïlande à l'ouest et au sud-ouest.

Le Laos est divisé en 17 provinces (*khoueng*) et une préfecture qui inclut la capitale, Vientiane (Nakhon Louang Viangchan). Les provinces sont en outre divisées en 148 districts (*muang*) et 8 416 villages (*ban*). Il y a 1 540 villages urbains, 6 031 villages ruraux avec routes et 843 villages ruraux sans routes.



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

- Superficie : 236 800 km²
- Population : 7 231 210
- Capitale : Vientiane
- Langue de travail officielle : Lao
- Ministère responsable de l'état civil :
Ministère des Affaires intérieures (MAI)
- Agence d'enregistrement de l'état civil :
Département de la gestion des citoyens
- Office national des statistiques : Bureau de la statistique du Laos



Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	38,7 % (2018) ¹
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	73 % (2017) ²
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	64 % (2017) ³
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	78 % (2017) ⁴
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an	61 % (2017) ⁵
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	22 (2020) ⁶
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	2,6 (2020) ⁷
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	65 (2018) ⁸
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	32 % (2015) ⁹

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	36,1 % (2018) ¹⁰
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	7 (2018) ¹¹
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	40 (2017) ¹²
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	46 (2017) ¹³
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	18 (2017) ¹⁴

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	7,1 % (2017) ¹⁵
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	32,7 % (2017) ¹⁶
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

Le Laos dispose de trois lois principales relatives au système ESEC qui établissent les droits fondamentaux des citoyens et les exigences en matière d'enregistrement des faits d'état civil :

La *Loi n° 07/90/SPA sur la famille* (1990), modifiée en 2008, établit les stipulations relatives au prénom, au nom, à la nationalité ainsi qu'aux droits des enfants. D'autres faits d'état civil, tels que l'enregistrement du mariage, le divorce et l'adoption, sont également décrits.

La *Loi n° 03/SPA sur l'enregistrement des familles* (1991), qui a été modifiée en 2009 et 2018, régit l'enregistrement des familles, des naissances, des disparitions, des décès, des mariages, des divorces, des adoptions, des changements de prénom ou de nom de famille et d'autres faits d'état civil.

La *Loi n° 03/NA sur la statistique* (2010), modifiée en 2017, définit les règles, règlements et mesures concernant l'organisation, la gestion et l'inspection des activités statistiques qui sont systématiquement établis et développés, modernisés, renforcés et appliqués efficacement afin d'assurer l'exhaustivité, l'exactitude, l'actualité et la cohérence avec les faits des données statistiques.

L'élaboration de systèmes ESEC et de gestion de l'identité intégrés suit la *Loi n° 012/NA sur la protection des données électroniques* (2017) et d'autres lois et règlements relatifs à la technologie de l'information et des communications (TIC).

Gestion, organisation et fonctionnement

L'enregistrement des faits d'état civil relève de la responsabilité du ministère des Affaires intérieures (MAI). Ce ministère travaille en étroite collaboration avec les sept autres ministères de tutelle suivants :

- ministère de la Santé;
- ministère de la Justice;
- ministère de la Sécurité publique;
- ministère de l'Éducation et des Sports;
- ministère de la Planification et des Investissements;
- ministère des Affaires étrangères;
- ministère du Travail et du Bien-être social.

Le Département de la gestion des citoyens du MAI élabore actuellement un système électronique d'enregistrement des faits d'état civil qui sera déployé à l'échelle nationale d'ici 2022.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Le Comité interministériel de coordination de la gestion des citoyens est présidé par le premier ministre. Il formule des recommandations politiques sur l'enregistrement des faits d'état civil et se réunit une fois par an. Le comité rend compte au MAI et au Bureau de la statistique du Laos, et réunit des représentants des sept ministères susmentionnés.



Niveau administratif des centres d'enregistrement

D'après la *Loi sur l'enregistrement des familles* (modifiée en 2018),

- le Département de gestion des citoyens du MAI est responsable de l'enregistrement des changements de nationalité;
- le bureau provincial des Affaires intérieures est responsable de l'enregistrement des mariages et des divorces entre les citoyens laotiens et les étrangers, entre étrangers et entre apatrides;
- le bureau de district des Affaires intérieures est responsable de l'enregistrement des naissances, des décès, des mariages, des divorces, des changements de prénom ou de nom de famille et des migrations.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

Les services d'état civil sont accessibles et ouverts à tous les citoyens dans tout le pays, au niveau central, provincial et du district.

Enregistrement des faits d'état civil

Enregistrement des naissances

En vertu de la *Loi sur l'enregistrement des familles*, les naissances sont enregistrées de la manière décrite ci-après.

- Lorsqu'un enfant naît dans un hôpital ou un autre établissement de santé, l'établissement délivre le formulaire de notification de naissance dans les sept jours suivant la naissance de l'enfant. Le père, la mère ou le représentant de la famille en informe ensuite l'autorité administrative du village avant de recevoir une notification d'enregistrement de la naissance.

- Lorsqu'un enfant naît en dehors d'un établissement de santé, le père ou la mère ou le représentant de la famille en informe l'autorité administrative du village de résidence, dans les 15 jours suivant la naissance.
- Après la réception de la notification de naissance, le père ou la mère ou le représentant de la famille (ou la personne qui s'occupe du nouveau-né) reçoit de la part du bureau de district des Affaires intérieures de son lieu de résidence une notification pour l'enregistrement de la naissance dans les 30 jours suivant la réception du formulaire de notification.
- L'enregistrement de la naissance est effectué par le bureau de district des Affaires intérieures ou par l'unité d'enregistrement du bureau de représentation de la RDP lao à l'étranger. Le bureau consigne les renseignements de l'avis de naissance et le numéro d'identification personnel dans le livret de famille et dans la base de données électronique. Il délivre ensuite un certificat de naissance dans un délai de cinq jours ouvrables.
- La naissance est alors enregistrée dans le livret de famille auprès de l'administration centrale la Sécurité publique du district où réside le requérant.

Enregistrement des décès

- Lorsqu'une personne décède dans un hôpital ou un autre établissement de santé, l'établissement délivre le formulaire de notification de décès dans un délai de cinq jours ouvrables. Le représentant de la famille informe ensuite l'autorité administrative du village avant d'enregistrer le décès.
- Si une personne décède en dehors d'un établissement de soins, le représentant de la famille doit en informer l'autorité administrative du village où la personne est décédée, et ce, dans un délai de cinq jours ouvrables.

- Après avoir reçu un avis de décès, le chef de village émet un formulaire d'avis de décès dans un délai de cinq jours. Lorsque la cause du décès n'est pas claire ou que le décès a été causé par une maladie transmissible dangereuse, un agent de santé publique ou un policier en est informé immédiatement. Le formulaire d'avis de décès est émis seulement une fois que l'agent de santé publique ou le policier a communiqué sa conclusion. Si le défunt est un étranger ou un apatride, l'agent ou le policier informe immédiatement le ministère des Affaires étrangères.
- Après avoir reçu l'avis de décès, le représentant de la famille en informe le bureau de district des Affaires intérieures du lieu où il réside ou séjourne temporairement, dans les 15 jours suivant la date de l'avis de décès.
- L'enregistrement du décès est traité par le bureau de district des Affaires intérieures ou par l'unité d'enregistrement du bureau de représentation de la RDP lao à l'étranger. Le bureau consigne les renseignements de l'avis de décès dans le livret de famille et dans la base de données électronique, et délivre un certificat de décès dans un délai de cinq jours ouvrables. Après avoir reçu un certificat de décès, le bureau informe l'administration centrale de la Sécurité publique du district où le défunt est enregistré, afin de procéder à la modification du livret de famille.

Enregistrement des mariages

L'enregistrement des mariages entre citoyens laotiens au Laos est effectué auprès du bureau de district des Affaires intérieures du lieu de résidence du couple ou de l'une ou l'autre des parties.

Arrière de naissances non enregistrées

Aucune information disponible.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les formulaires d'enregistrement sont en cours de révision. Des modèles du formulaire d'enregistrement de naissance et du certificat de naissance sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : getinthepicture.org/sites/default/files/resources/Session18-Lao.pptx.

Les formulaires sont disponibles dans les bureaux de village, au Bureau de district des Affaires intérieures, au Bureau provincial des Affaires intérieures et sur le site Web du MAI : moha.gov.la.

Frais d'enregistrement

Les services suivants sont gratuits :

- Enregistrement des naissances et certificats de naissance pour les enfants de moins de 18 ans;
- Enregistrement des décès;
- Certificats de décès.

Pour les autres types d'enregistrement, le requérant est tenu de payer des droits et des frais administratifs modiques, conformément à un décret présidentiel qui est appliqué de temps à autre.

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

Le Bureau de la statistique du Laos est l'organisme d'état qui collecte et publie les statistiques sur l'économie, la population et la société du Laos. Les rapports sur les statistiques de l'état civil ne sont pas fondés sur les renseignements provenant directement du système d'enregistrement des faits d'état civil, car celui-ci n'est pas en mesure de produire des statistiques exactes. Les données qui peuvent servir au traitement des statistiques de l'état civil sont communiquées par les canaux suivants :

- Les chefs de village envoient quatre fois par an l'information sur les statistiques de l'état civil aux autorités de district;
- Les autorités de district envoient des données agrégées de district à l'autorité provinciale deux fois par an;
- Les autorités provinciales envoient les données provinciales au MAI une fois par an.

La principale source de statistiques de l'état civil est le recensement et l'enquête sur la population, dont les résultats sont publiés dans les annuaires statistiques, sur le site Web du Bureau de la statistique du Laos ainsi que dans des rapports autonomes. Le dernier en date de ces rapports est la Deuxième enquête sur les indicateurs sociaux du Laos (Lao Social Indicator Survey II). L'enquête, qui a été réalisée en 2017, est basée sur la plateforme de l'Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS 6). L'enquête fournit des données statistiquement fiables et comparables au niveau international qui sont nécessaires pour élaborer des politiques et des programmes fondés sur des données probantes et pour suivre les progrès réalisés dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Causes de décès

Chaque année, il y a 45 000 à 50 000 décès, mais seulement 7 pour cent surviennent dans des établissements de santé. Même pour les décès dans les établissements de santé, aucun formulaire standard de notification de décès n'est utilisé dans tous les hôpitaux, et aucun des formulaires n'est conforme aux normes internationales de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Avec le soutien de l'OMS, le ministère de la Santé s'efforce d'améliorer les statistiques sur les causes des décès qui ont lieu dans les établissements de santé.

Un nouveau formulaire de notification de décès et de certification médicale de la cause du décès fait l'objet d'un essai pilote dans tous les hôpitaux centraux de la capitale, Vientiane. Toutefois, cela peut améliorer les données sur la mortalité uniquement pour une fraction des décès qui surviennent chaque année. Bien qu'il existe un système officiel pour notifier à un chef de village les décès qui surviennent dans la collectivité, les données sur les causes de décès ne sont pas précises et ne sont pas regroupées dans des statistiques nationales. En outre, il n'y a pas d'échange formel de renseignements avec le secteur de la santé pour obtenir l'information sur les causes de décès. Le ministère de la Santé et le MAI essaient d'échanger des renseignements essentiels sur les naissances et les décès par le biais d'une entente d'échange de données.

La qualité des renseignements sur les causes de décès constitue un défi majeur. Le processus de détermination des causes de décès n'est pas standardisé. Tous les établissements de santé ne codifient pas les causes de décès en utilisant les normes de la CIM-10, et seuls certains hôpitaux centraux utilisent le logiciel d'information sanitaire au niveau du district (DHIS2). Dans certains districts et centres de santé, la saisie des données dans le DHIS2 n'est pas toujours correcte ou n'est pas complète, et il y a des retards dans la communication de l'information.

D'après les données de 2017, recueillies selon une méthodologie mise au point par l'Institute for Health Metrics and Evaluation, les principales causes de décès au Laos sont les suivantes :

- AVC (13 pour cent);
- Cardiopathie ischémique (12,3 pour cent);
- Infections des voies respiratoires inférieures (8,4 pour cent);
- Troubles néonataux (7,7 pour cent);
- Accidents de la route (3,7 pour cent);
- Cirrhose et autres maladies chroniques du foie (3,5 pour cent);
- Maladies diarrhéiques (3,4 pour cent);
- Tuberculose (3,4 pour cent).

Tableau 1 : Renseignements recueillis sur les causes de décès en relation avec le lieu où le décès est survenu.

Renseignements sur les causes de décès	Renseignements recueillis	
	Oui	Non
Pour les décès survenus dans un établissement de santé	X	
Pour les décès naturels survenus dans la collectivité	X	
Pour les décès non naturels survenus dans la collectivité	X	

Numérisation

Informatisation

Au Laos, l'enregistrement des faits d'état civil se fait sur papier et le processus d'envoi des données d'enregistrement aux différentes autorités, notamment au MAI, est long. Cela signifie que les données d'enregistrement ne sont pas agrégées de manière centralisée. Pour prouver la véracité de leurs renseignements enregistrés, les personnes présentent, le cas échéant, des certificats d'enregistrement qu'elles obtiennent du lieu où les renseignements ont été enregistrés à l'origine. Sans traitement numérique, l'échange de données actualisées par le biais de systèmes TIC interopérables n'est pas possible.

Après de nombreuses consultations et analyses, un projet de système ESEC de 25 millions \$ US a été lancé en mars 2020 avec le soutien de la Banque mondiale. Ce projet soutiendra une révision complète du système ESEC national. À la mi-2020, le Système d'information sur la gestion civile (Civil Management Information System - CMIS) était en phase pilote dans trois provinces et 31 districts. Un élément clé du projet est la numérisation des processus opérationnels et le déploiement du CMIS. Le MAI exploitera le CMIS afin de faciliter la gestion de l'information pour les citoyens et les résidents. Le CMIS permettra le traitement numérique des notifications des faits état civil, de l'enregistrement et de la certification des naissances, des décès, des mariages, des divorces, des changements de prénom ou de nom de famille et des changements de nationalité, ainsi que l'enregistrement des migrations.



Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé

Les services d'état civil ne sont pas proposés dans les établissements de santé, mais le rôle de ceux-ci reste important. Ils fournissent une notification des naissances et un certificat médical pour les causes de décès, qui sont nécessaires pour l'enregistrement des naissances et des décès. Le secteur de la santé envoie ces notifications en utilisant ses propres formulaires. Lorsque le CMIS sera lancé, ces données seront échangées par voie électronique entre le DHIS2 et le CMIS. À l'heure actuelle, tous les établissements de santé publics communiquent leurs renseignements par le biais du DHIS2; le ministère de la Santé mettra en place graduellement la saisie des données de notification des naissances et des décès dans le DHIS2, et ces données pourront ensuite être échangées avec le CMIS.

Application de la technologie mobile

Le CMIS est un système ESEC électronique qui sera accessible au grand public par l'intermédiaire d'une application mobile et d'une application Web.

Numéro d'identification unique

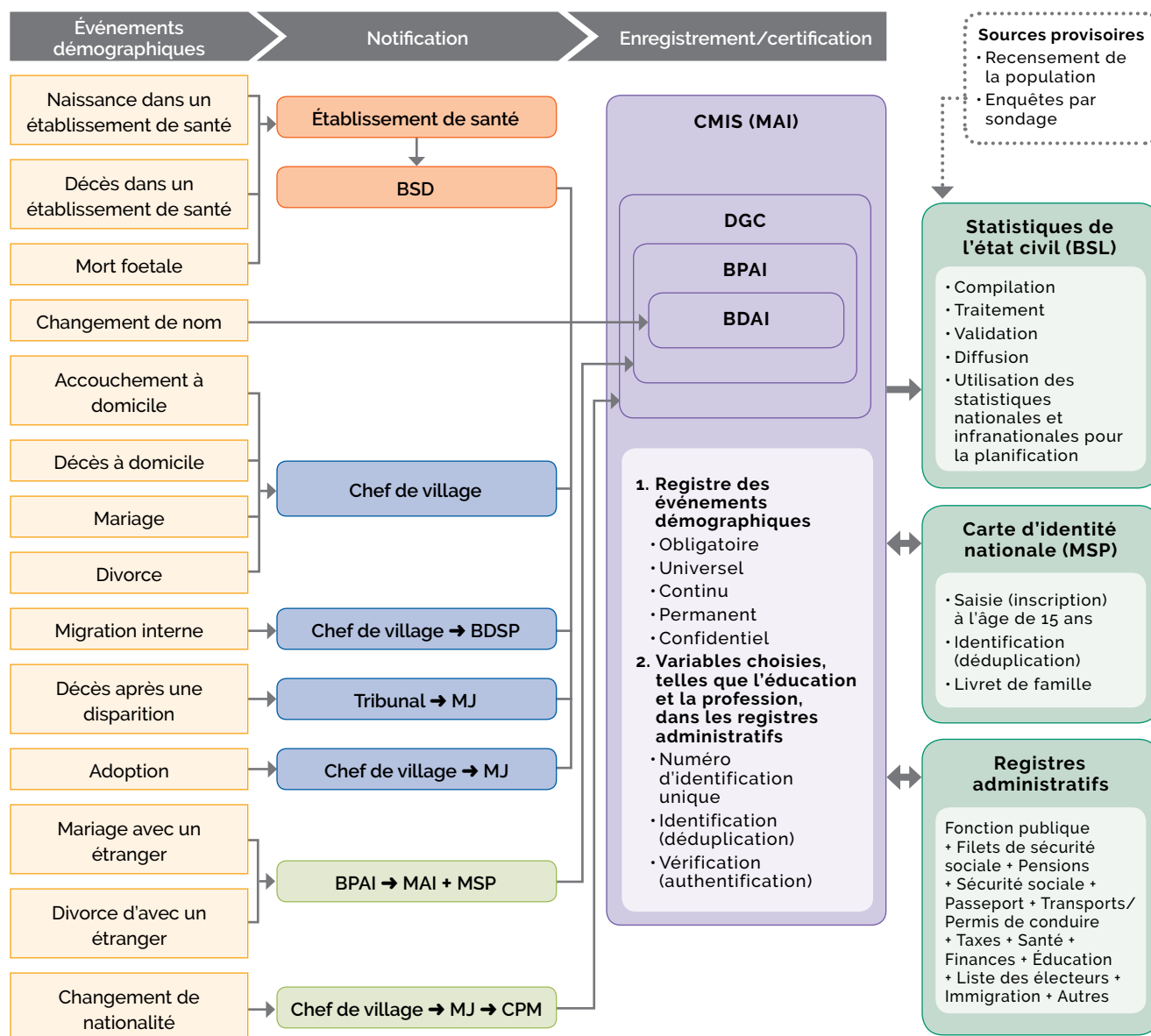
Le CMIS générera automatiquement un numéro d'identification unique (NIU) lors de l'enregistrement d'une naissance. Une fois que le système sera pleinement opérationnel, il permettra d'activer divers processus.

- Un numéro d'identification unique sera attribué à la naissance et inscrit sur l'acte de naissance. Le même numéro sera utilisé à l'âge de 15 ans pour délivrer la carte d'identité nationale.

- Les renseignements contenus dans les registres d'état civil seront envoyés au Bureau de la statistique du Laos et au ministère de la Sécurité publique pour les dossiers des ménages et la gestion de l'identité.
- Les systèmes TIC seront interopérables avec les registres d'autres secteurs. Par exemple, le CMIS sera interopérable avec la base de données du livret de famille et de la carte d'identité nationale que gère le ministère de la Sécurité publique et avec la base de données DHIS2 que gère le ministère de la Santé.

Le système est conçu pour refléter l'approche holistique moderne du système ESEC, la gestion de l'identité et la gestion de l'identité légale de la naissance au décès. La figure 1 présente un aperçu du flux numérisé des données d'identité et d'autres données d'état civil enregistrées.

Figure 1 : Le futur système ESEC et de gestion de l'identité au Laos.



BDAI : Bureau de district des Affaires intérieures
 BDSP : Bureau de district de la Sécurité publique
 BPAI : Bureau provincial des Affaires intérieures
 BSD : Bureau de santé du district
 BSL : Bureau de la statistique du Laos

CPM : Cabinet du premier ministre
 DGC : Département de la gestion des citoyens
 MJ : Ministère de la Justice
 MSP : Ministère de la Sécurité publique

Source : A strategy for improving CRVS in Lao PDR¹⁷



Numérisation des données historiques d'état civil

Des registres d'état civil numériques n'existent que pour un petit nombre de faits d'état civil enregistrés depuis le lancement du CMIS. Les archives papier des faits d'état civil enregistrés au Bureau provincial des Affaires intérieures et au Bureau de district des Affaires intérieures ne sont pas encore systématiquement numérisées.

Lien avec le système d'identification

Depuis 2015, une carte d'identité nationale à puce est délivrée à toutes les personnes âgées de 15 ans et plus. Dès le début, les citoyens demandant une carte d'identité nationale pour la première fois ont utilisé un certificat de naissance pour prouver leur identité. Les informateurs qui enregistrent des faits d'état civil doivent également posséder une carte d'identité nationale. Lorsque le CMIS sera mis en place et que le système ESEC sera intégré au ministère de la Santé et géré par celui-ci, le système ESEC et les dossiers de gestion de l'identité seront directement liés. Le numéro d'identification unique permettra d'échanger et de vérifier les données entre les deux systèmes dans le cadre des processus d'enregistrement des faits d'état civil et de la carte d'identité.

Échange avec les autres secteurs et activités

Le MAI est responsable de l'élaboration du CMIS, qui permettra aux services destinés aux citoyens d'intégrer les faits d'état civil aux processus et aux données des TIC. Cela permettra également d'échanger des renseignements entre les registres de plusieurs secteurs. Par exemple, le CMIS sera interopérable avec la base de données du livret de famille et de la carte d'identité nationale que gère le ministère de la Sécurité publique et avec la base de données DHIS2 que gère le ministère de la Santé. D'autres registres seront probablement aussi reliés à la CMIS, tels que la fonction publique, les

filets de sécurité sociale, les pensions, la sécurité sociale, le passeport, les permis de transport et les permis de conduire, les impôts, les finances, l'éducation, les listes électorales et l'immigration.

Une fois que la base de données centralisée sera opérationnelle, des statistiques d'état civil mensuelles, trimestrielles et annuelles seront produites, échangées et utilisées.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

En 2012, le Bureau de la statistique du Laos – avec le soutien de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population, de l'OMS et du Plan international – a procédé à une évaluation complète du système ESEC au Laos. L'évaluation visait à produire des renseignements détaillés sur les systèmes actuels d'enregistrement des faits d'état civil et à fournir aux particuliers et aux familles des preuves de leur identité et de leurs liens de parenté. À l'issue de l'évaluation, on a conclu que le système d'enregistrement des familles n'était pas assez solide pour élaborer et mettre en œuvre un système d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques d'état civil connexes qui fonctionne bien.

Parmi les principales recommandations, on peut citer :

- l'adoption d'un décret pour créer une seule loi exhaustive couvrant tous les faits d'état civil;
- l'établissement d'un organisme d'enregistrement unique ou d'un système administratif national pour le système ESEC, afin de superviser l'enregistrement de tous les faits d'état civil;
- la standardisation des processus d'enregistrement, depuis le niveau national aux niveaux provincial et de district.

En mars 2016, le MAI a établi le Plan stratégique 2016-2025 pour le système ESEC. Le premier ministre a avalisé le plan en mai 2017. Cette stratégie a servi de base à l'élaboration d'un projet dont la mise en œuvre a commencé en 2020 avec le soutien de la Banque mondiale.

Les trois objectifs de la stratégie sont alignés sur le Cadre d'action régional pour les systèmes ESEC en Asie et dans le Pacifique :

- Parvenir à l'enregistrement universel des naissances, des décès et autres faits d'état civil;
- Délivrer à toute personne physique des actes légaux de naissance, de décès et relatifs à d'autres faits d'état civil selon les besoins, afin de faire valoir son identité, son état civil et les droits qui en découlent;
- Produire et diffuser des statistiques de l'état civil précises, complètes et actuelles.

Allocations budgétaires et besoins futurs

La mise en œuvre de la stratégie relative au système ESEC est financée par des fonds de projet de la Banque mondiale. Le coût total s'élève à 25 millions \$ US :

- Composante 1 : Renforcement de la prestation et de l'utilisation des services d'enregistrement des faits d'état civil : 21,3 \$ US;
- Composante 2 : Suivi et évaluation de l'impact : 1 million \$ US;
- Composante 3 : Gestion de projet : 2,7 millions \$ US.

Activités identifiées comme hautement prioritaires

La mise en œuvre de la stratégie 2016-2025 pour le système ESEC nécessite un engagement et des efforts à long terme de la part de multiples organismes gouvernementaux ainsi qu'un soutien continu de la part de partenaires du développement et de bailleurs de fonds. Les priorités principales qui ont été proposées pour la mise en œuvre de cette stratégie sont les suivantes :

- Standardiser la notification, l'enregistrement et la certification de l'enregistrement des naissances et des décès;
- Réduire les obstacles à l'enregistrement;
- Améliorer le service fourni à la population;
- Accroître la sensibilisation communautaire aux services d'enregistrement ainsi que la demande pour ces services;
- Mettre à disposition une base de données nationale sur les statistiques relatives aux naissances et aux décès.

Le Laos compte sur des partenaires internationaux du développement pour soutenir ses autorités nationales dans la mise en œuvre des réformes du système ESEC. Comme on l'a mentionné précédemment, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'OMS et le Plan international ont tous apporté leur soutien à l'évaluation et à la création du Plan stratégique pour le système ESEC. La mise en œuvre de la stratégie a été possible grâce à un accord sur les conditions de financement par la Banque mondiale. La Banque mondiale a également agi comme conseiller pour la conception et la mise en œuvre du projet, y compris pour le mentorat pendant la phase de mise en œuvre.



Conclusion

Depuis 10 ans, le gouvernement du Laos travaille avec ses partenaires du développement à la définition de politiques visant à réformer le système ESEC national. Le gouvernement reconnaît que les procédures manuelles et sur papier d'enregistrement des faits d'état civil doivent être remaniées. Cela permettra d'augmenter les taux d'enregistrement, le traitement efficace des données enregistrées et l'échange des données afin de faciliter l'accès des gens à d'autres services ainsi que la production de statistiques de l'état civil par le gouvernement.

Un projet de système ESEC financé par la Banque mondiale et qui a démarré en 2020 permettra d'informatiser le système d'enregistrement des faits d'état civil. Il permettra également l'interopérabilité numérique entre les principaux systèmes TIC gouvernementaux grâce à une base de données qui servira de fournisseur unique de données actualisées sur l'identité légale. Avec d'autres mesures, la nouvelle valeur des registres d'état civil pour les services fournis par le gouvernement va probablement générer une demande accrue de services d'enregistrement et augmenter les taux d'enregistrement des événements démographiques.



Ressources

Sites Web

Civil Registration and Vital Statistics in Asia and the Pacific – Lao PDR :

getinthepicture.org/country/lao-pdr

Laos Statistics Bureau : lsb.gov.la/en/home/

Ministry of Home Affairs : moha.gov.la

Documents supplémentaires

Gouvernement de la République démocratique populaire lao. 2018. *Family Registration Law*. na.gov.la/files/laws/18.khob%20khua.pdf

Lao Statistics Bureau et UNICEF. 2018. Lao Social Indicator Survey II 2017. Survey Findings Report. Vientiane, République démocratique populaire lao. dhsprogram.com/pubs/pdf/FR356/FR356.pdf

Mills, S. et Amponsah, D. 2019. « Economic Analysis of Producing Vital Statistics Using Civil Registration Data in Lao People's Democratic Republic », dans *Journal of Health, Population and Nutrition*. ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6800530

Plan International. 2015. Evaluation and Phase 2 Development for Civil Registration and Vital Statistics in Lao PDR, 2015–2024. plan-international.org/sites/files/plan/media_wysiwyg/plan-lao-childprotection-crvsproject-evaluation-eng-mar15.pdf

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2019. Midterm Questionnaire on the Implementation of the Regional Action Framework on CRVS: Lao PDR. getinthepicture.org/resource/lao-pdr-crvs-decade-2015-2024-midterm-questionnaire

Banque mondiale. 2015. Identification for Development (ID4D) Integration Approach : Study. planetbiometrics.com/creo_files/upload/default/ID4D.pdf

Banque mondiale. 2020. Lao PDR Civil Registration and Vital Statistics Project (P167601). documents1.worldbank.org/curated/en/656591585879412688/pdf/Laos-Civil-Registration-and-Vital-Statistics-Project.pdf

Organisation mondiale de la Santé. Bureau régional du Pacifique occidental. 2014. The Lao People's Democratic Republic health system review. Manille, Philippines. apps.who.int/iris/handle/10665/207762



Notes

- 1 Bureau de la statistique du Laos. 2018. Projections démographiques laotiennes de 2015-2045.
lao.unfpa.org/en/publications/lao-population-projection-national-and-province-2015-2045
- 2 CESNUAP. 2020. Report on progress toward the achievement of the goals of the Asia and Pacific Civil Registration and Vital Statistics Decade (2015-2024).
unescap.org/sites/default/files/ESCAP.CST_.2020.INF_.3_Progress_of_CRVS_Decade.pdf
- 3 Bureau de la statistique du Laos. 2018. Lao Social Indicator Survey II, 2017. Survey Findings Report.
dhsprogram.com/pubs/pdf/FR356/FR356.pdf
- 4 Ibid.
- 5 Ibid.
- 6 Ibid.
- 7 Bureau de la statistique du Laos. 2018. Lao Population Projection National and Province 2015-2045.
lao.unfpa.org/en/publications/lao-population-projection-national-and-province-2015-2045
- 8 Ibid.
- 9 Banque mondiale. 2018. Taux de fertilité chez les adolescentes (nombre de naissances par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) – République démocratique populaire lao.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=LA
- 10 Recensement de la population et du logement de 2015.
lao.unfpa.org/en/publications/lao-population-projection-national-and-province-2015-2045
- 11 Ministère des Affaires intérieures du Laos. 2019. Tableau de couverture d'enregistrement fourni par la province (2018-2019).
- 12 Bureau de la statistique du Laos. 2018. Projections démographiques laotiennes de 2015-2045.
lao.unfpa.org/en/publications/lao-population-projection-national-and-province-2015-2045
- 13 Bureau de la statistique du Laos et UNICEF. 2018. Lao Social Indicator Survey II, 2017. Survey Findings Report. Infant mortality rate (per 1,000 live births). dhsprogram.com/pubs/pdf/FR356/FR356.pdf
- 14 Bureau de la statistique du Laos. 2018. Lao Social Indicator Survey II, 2017. Survey Findings Report.
dhsprogram.com/pubs/pdf/FR356/FR356.pdf
- 15 Ibid.
- 16 Ibid.
- 17 UNICEF. 2018. UNICEF Data Warehouse. Cross-sector indicators.
data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_DATAFLOW&ver=1.0&dq=PAK.PT_F_20-24_MRD_U18.&startPeriod=1970&endPeriod=2020



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



**MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL**

Canada